



ARRÊTÉ MODIFICATIF

portant autorisation environnementale
d'une installation classée pour la protection de l'environnement
SCEA QUETTIER à Pordic

Le préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et ses annexes ;
- Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102 et 3660, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 8 mars 2016, autorisant la SCEA QUETTIER à exploiter, au lieu-dit « Le Gué » Tréméloir à Pordic, un élevage porcin ;
- Vu** la demande présentée le 5 août 2021 par la SCEA QUETTIER représentée par Monsieur Christophe Quettier, dont le siège social est domicilié au lieu-dit « Le Gué » Tréméloir à Pordic, en vue d'effectuer à cette adresse la réactualisation de la capacité de production de l'atelier porcin, de la capacité de traitement de la station biologique et du plan d'épandage, la mise en place de l'installation de production de biogaz et la couverture de la fosse de réception sur le site « Le Gué » ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 3 mars 2022 ;
- Vu** le courrier recommandé accompagné du projet d'arrêté préfectoral et du rapport de l'inspecteur de l'environnement réceptionné par l'exploitant le 11 mars 2022 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 25 mars 2022 ;

Considérant que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Considérant que le projet n'engendre pas d'augmentation d'emplacements de porcs en production, mais une augmentation de production annuelle de porcelets, sans modification des effectifs ni de nouvelle construction ;

Considérant que le projet consiste à la mise à jour de la gestion des déjections et prévoit le maintien du traitement d'une partie des lisiers ;

Considérant le projet de couverture d'une fosse de stockage afin de mettre en service une unité de méthanisation afin de produire du biogaz pour une utilisation au sein de l'exploitation et que ce projet est jugé conforme ;

Considérant que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2016 sont modifiées comme suit :

« La SCEA QUETTIER, représentée par Monsieur Christophe Quettier, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est domicilié au lieu-dit « Le gué » Tréméloir à Pordic est autorisé à exploiter à cette adresse conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, un élevage porcin, dont la capacité maximale est de 555 animaux-équivalents et de 4138 emplacements. »

Article 2 – Nature des installations

2.1. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique ICPE	Alinéa	A, E, D, DC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	b)	A	Elevage intensif	Elevage de porcs	Nombre total d'emplacements	b) > 2000	1 place = 1 emplacement	4138	emplacement
2102	1	E	Élevage, vente, transit, etc. de porcs	Élevage	Animaux-équivalents	Plus de 450 animaux-équivalents	Porcelet sevré = 0,2 AE	555	AE
2781	1C	DC	Unité de méthanisation	Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires	Quantité de matières traitées en tonne par jour (t/j)	< 30	Tonne/jour	27,2	t/j

Rubrique I.O.T.A.	Alinéa	A, E, D, DC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2.1.5.0	2°	D	Rejet eaux pluviales	Surface imperméable	> 1 ha <20 ha	2,29	hectare
1.1.2.0	2°	D	Prélèvements issus d'un forage	M³ prélevés	>10 000 m³/an < 200 000 m³/an	14309	M³

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Type d'élevage	Section	Parcelles
TREMELOIR - LE GUE	Porcin	ZC	107-108-115

2.3. - Effectifs autorisés

Type de production	Emplacements (empl.) Animaux équivalents AE	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers et cochettes non saillies)
Porcs charcutiers (>30kg)	4138 empl.	4138	12820
Porcelets	425 AE	2124	15000
Quarantaine	130 AE		

2.4. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 3 – Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2016 sont modifiées comme suit :

« 3.1. – Répartition de l'élevage

conformément aux plans et données techniques annexés au dossier de demande, l'élevage est composé de :

➔ une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant deux coproduits ci-après dénommés « lisier centrifugé » et « résidus organiques ») ;
- un hangar de stockage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier centrifugé traité par décantation secondaire des boues (produisant deux coproduits ci-après dénommés « lisier centrifugé traité décanté » et « effluent épuré ») ;
- une fosse de stockage du lisier centrifugé traité décanté ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement doit traiter une part du lisier produit annuellement par l'élevage ci-dessus, à savoir : 4538 m³ de lisier brut correspondant à 21 238 kg d'azote organique.

- une unité de compostage dont la quantité de matières traitées est de 318 tonnes par an (compost de résidus organiques de séparation de phase obtenus après centrifugation du lisier).

3.2. – Effectifs

Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage doivent faire l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement, ...). Si l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

3.3. – Alimentation biphase

3.3.1. – L'alimentation biphase doit être maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

3.3.2. – L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

3.4. – Sécurité

3.4.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.4.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

3.4.3. – L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32m² au moins accessible en tous temps et en toutes circonstances. »

Article 4 – Prescription MTD

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2016 sont modifiées comme suit :

« 4.1 Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 a) b) ou c)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

4.2 La mise en œuvre de MTD consiste à choisir des techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

Les fosses 5 et 6 (identifiées selon les plans et mémoires annexés au présent arrêté) sont couvertes dans un délai maximal de 6 mois, après la signature du présent arrêté. »

Article 5– Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2016 sont modifiées comme suit :

« 5.1. – Les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées, ont constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

5.2. – Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, doivent être placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé produit ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé entrant dans le réacteur biologique ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume du lisier centrifugé traité décanté produit ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le volume de lisier brut restant à épandre ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

5.3. – Une alarme visuelle ou sonore doit être installée pour prévenir l'exploitant en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

5.4. – Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières sont effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole doit être communiquée au service des installations classées.

5.5. – Débits et flux de pollution

5.5.1 – entrant dans la centrifugeuse

Lisier brut (ci-après dénommé L1)	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	4538 m ³	12,4 m ³	14,9 m ³
N Global	21238 kg	58,2 kg	69,8 kg
P2O5	12604 kg	34,5 kg	41,4 kg
K2O	13602 kg	37,3 kg	44,8 kg

5.5.2 – Eaux issues du laveur d'air produit

Eaux issues du laveur d'air	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	2009 m³	5,50 m³
N Global	5176 kg	14,2 kg

5.5.3 – entrant dans le réacteur biologique

Lisier centrifugé + eaux résiduaires	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	6214 m³	17 m³	20,4 m³
N Global	22166 kg	60,7 kg	72,8 kg
P2O5	1260 kg	3,5 kg	4,2 kg
K2O	12242 Kg	33,5 Kg	40,2 Kg

5.6– Débits et flux de pollution relatifs aux coproduits

5.6.1 – coproduits à composter

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	318 m³	0,9 m³
N Global	4248 kg	11,6 kg
P2O5	11344 kg	31,1 kg
K2O	1360 Kg	3,7 Kg

5.6.2– coproduits à transférer (engrais organique mûré)

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Tonnage	162 t	0,45 t
N Global	3398 kg	9,3 kg
P2O5	11344 kg	31,1 kg
K2O	1360 Kg	3,7 Kg

5.6.3-Coproduits à épandre

Lisier filtré non traité épandu	Flux annuel
Volume	200 m³
N Global	480 kg
P2O5	100 kg
K2O	500 Kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	5393 m³	14,8 m³
N Global	1477 kg	4 kg
P2O5	1160 kg	3,2 kg
K2O	10053 Kg	27,5 Kg

5.7. – Autosurveillance

5.7.1 – suivi

On entend par « autosurveillance », la surveillance réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. À la demande de l'inspection, l'exploitant est tenu de fournir toutes les données gérées et détenues par l'assistance technique et si nécessaire les faire imprimer sur support papier ou sous un support numérique le cas échéant

L'exploitant doit procéder quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume du lisier brut L1 entrant dans la centrifugeuse ;
- relevé du volume de lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur.

L'exploitant doit procéder hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de lisier centrifugé non traité par le réacteur ;
- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de lisier centrifugé traité décanté produit ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ...).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de « mise en charge »), des tests rapides NH₄/NO₃ doivent être réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire est suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides sont consignés par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement doit y être mentionnée. Ce cahier est tenu à disposition du service des installations classées.

5.7.2 – Bilan de l'autosurveillance

Un bilan annuel de l'autosurveillance est réalisé par l'exploitant lui-même ou par plusieurs prestataires techniques selon le choix de l'exploitant. Cette validation de l'autosurveillance consiste à :

- effectuer un contrôle de l'étanchéité et de l'intégrité de la totalité des ouvrages de stockage et de traitement, des vannes, canalisations aériennes ou enterrées ;
- effectuer un contrôle des débitmètres à l'aide d'un débitmètre à effet Doppler ou par contrôle des niveaux de marnage en fosse ;
- effectuer un contrôle du fonctionnement des alarmes de la station de traitement et du dispositif d'irrigation ;
- effectuer un contrôle du fonctionnement et de l'intégrité du dispositif d'irrigation ;
- produire une synthèse annuelle du fonctionnement de la station à partir des bilans matières et des analyses réalisées.

Les rapports des organismes tiers détaillant les points contrôlés, les conclusions de cette autosurveillance et les opérations éventuelles de maintenance sont conservés par l'exploitant.

5.8. – Assistance technique

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant. »

Article 6 – Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des coproduits et lisiers bruts

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2016 sont modifiées comme suit :

« 6.1. – Les lisiers bruts porcins sont stockés dans des pré-fosses et deux fosses d'un volume de 5541 m³ avant traitement.

6.2. – Les résidus organiques sont stockés dans un local couvert de 605 m².

6.3. – L'effluent épuré est stocké dans deux fosses de 1870 m³ et une lagune de 3301 m³.

6.4. – Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, lisiers centrifugés, lisier centrifugé traité décanté, effluent épuré) et le réacteur biologique de 889 m³ doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

6.5. – L'effluent épuré est utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls) ;
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).
- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins ;

L'exploitant est tenu d'installer et d'assurer le fonctionnement de dispositifs d'arrêt automatique de sécurité au niveau du système d'irrigation de l'effluent épuré.

6.6. – Les épandages de lisiers bruts et de coproduits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré sont consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage est annexé au cahier d'exploitation.

6.7. – Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conformes à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

6.8. – Le transport des lisiers bruts, des coproduits et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts sont consignés sur le cahier d'épandage. »

Article 7 – Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2016 sont modifiées comme suit :

7.1. – L'unité de traitement est déjà construite et en fonctionnement en ce qui concerne le réacteur biologique.

7.2. – En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier est stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des coproduits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage doivent être réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

Article 8 – Prescriptions particulières concernant l'unité de compostage

Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2016 sont modifiées comme suit :

« 8.1. – Aménagement et fonctionnement des installations

8.1.1. – Généralités

La fabrication des produits est réalisée par une unité de compostage dans un hangar de 605 m² comprenant :

- une aire couverte bétonnée de compostage actif et de maturation du compost de 400 m² permettant un stockage de 4 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement ;
- une fosse de récupération des jus de ressuyage.

Les résidus organiques de centrifugation du lisier sont compostés conformément à la méthode décrite dans l'étude d'impact, notamment en ce qui concerne la fréquence des retournements, la durée des cycles et le calendrier annuel du chantier et des actions à effectuer.

8.1.2. – Résidus organiques entrant dans l'unité

L'unité de compostage doit traiter les résidus organiques de l'unité de traitement issus de la centrifugeuse, à savoir : 318 m³ de résidus organiques soit 4 248 kg d'azote et 11 344 kg de phosphore, produits annuellement (0,87 m³ /jour).

8.1.3 – Aménagement de l'unité de compostage

L'unité de compostage est réalisée conformément aux indications de l'étude d'impact :

- l'aire de compostage est couverte ;
- le système de collecte des écoulements est aménagé ;
- le sol est bétonné et doit être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

8.2. – Conformité des produits

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (compost du coproduit issu de la centrifugeuse) doivent répondre aux exigences des normes en vigueur (Norme NFU 42-001).

Pour les éventuels produits non conformes, l'exploitant doit obtenir l'accord de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

8.3 – Destination des produits

Les produits obtenus ne peuvent en aucun cas être épandus dans des communes antérieurement situées en zones d'excédent structurel ni dans des communes situées en bassins versant algues vertes excepté celles situées en baie de la Forêt dans le département du Finistère.

8.4. – Traçabilité des produits

L'exploitant doit tenir à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- date d'enlèvement du site,
- nom, adresse et coordonnées du destinataire final,
- nature,
- nom du transporteur,
- quantité en tonnes et en m³.

À la fin de chaque année civile, l'exploitant transmet au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- les informations définies ci-dessus,
- les originaux des bons d'enlèvement,
- un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers, certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) peuvent être transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées. De plus si ce contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, l'exploitant doit soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

8.5. – Délais de mise en service – Dysfonctionnement

La mise en service de l'unité de compostage ainsi que les différents travaux prévus doivent être réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

L'exploitant avertit le service des installations classées des dates de construction et de montée en charge de l'unité de compostage.

En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'unité de compostage, le service des installations classées est immédiatement prévenu. »

Article 9 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2016 sont modifiées comme suit :

« L'exploitant est autorisé à prélever par deux forages prévus sur la parcelle ZC n°109, un volume annuel brut de 14309 m³. L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux de l'élevage porcin.

Ce forage doit par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ;
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé ;
- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu. Les volumes prélevés y seront enregistrés à minima deux fois /an au 1^{er} avril et au 31 octobre ;
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe ;

Le suivi de la qualité des eaux prévu par l'arrêté du 15 avril 2021 doit être réalisé notamment en zone côtière et pour les forages concernés par une dérogation de distance, pour l'ensemble des paramètres définis.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées définies par l'arrêté du 15 avril 2021 permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées. »

Article 10 - Suivi des sols

L'exploitant fait réaliser, tous les deux ans des analyses de sol, par un laboratoire agréé indépendant, portant à minima sur le paramètre suivant : K₂O.

Les analyses sont réalisées sur les îlots du plan d'épandage, en un même endroit, représentatif des parcelles irriguées, à l'automne et au plus tard avant le 1^{er} décembre, conformément aux plans et mémoires présenté dans le dossier annexé au présent arrêté préfectoral.

Les résultats d'analyses sont consignés dans un registre de suivi. Les analyses déjà réalisées à la date de signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation y sont également consignées. Le registre doit également comporter un extrait du plan d'épandage indiquant l'emplacement géographique du prélèvement de sol.

En cas d'évolution des teneurs à la hausse sur le paramètre K₂O, plus de deux fois consécutives, l'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires afin d'enrayer cette évolution et tendre vers la situation initiale. L'exploitant doit également en informer le service installation classée et présenter une ébauche des raisons ayant conduits à ce constat et présenter les mesures envisagées afin d'infléchir l'évolution des teneurs observées.

Le registre de suivi et les analyses doivent être tenus à disposition du service installation classée.

Article 11- Autres dispositions

Les dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2016 sont modifiées comme suit :

« La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. »

Article 12 - Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Pordic pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Pordic pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois ;

Article 13 - Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1. dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision à l'exploitant ;
2. dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr

Article 14- Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Pordic et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le **30 MARS 2022**

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,



Béatrice Obara